



Dr. Olivier Buirette

Alors que nous nous approchons des échéances électorales pour le renouvellement des 751 députés représentant 380 millions d'électeurs européens et donc d'une élection importante qui fête ses 40 ans puisque c'est en 1979 que la première consultation européenne a eu lieu, alors que le débat autour de ces élections prend une fois encore une dimension non pas européenne, mais une dimension nationale, voilà que les 13 « jeunes entrants » des années 2000 ont organisé au début du mois de mai, à Varsovie, un sommet afin de réaffirmer leur vision un peu plus de dix ans après leur intégration dans l'Union européenne (EU) et surtout d'avancer des idées pour une éventuelle relance européenne.

Autour du Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki ce sont donc réunis les États suivants : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie (intégrés en 2004), Bulgarie et Roumanie (admis en 2007) ainsi que la Croatie (2013).

L'objectif de cette réunion était de parler d'une seule voix lors des prochaines réunions du Conseil européen autour des axes suivants, à savoir :

- Mettre un terme aux barrières entre anciens pays dans l'UE concernant les services, soit dans les domaines des transports, de la construction, de la logistique ou de l'informatique.

Mai 2019 : Le sommet de Varsovie ou l'autre Europe ?

- Avoir une position commune contre le déficit créé par la TVA non perçue par l'UE, soit près de 150 milliards d'Euros par an.
- Lutter contre les paradis fiscaux, particulièrement ceux qui sont au sein de l'UE
- Le souhait d'une uniformisation des prix, notamment des produits occidentaux, dans l'ensemble de l'UE.

On retiendra donc une intention tout à fait louable de la part de ces pays, mais cette image reste en ce mois de mai 2019 en demie teinte et à temporiser pour deux raisons.

En premier lieu, car l'enthousiasme des vagues d'adhésions à l'Est de 2004 et 2007 a été largement brisé par la grande crise économique de 2008 qui a énormément déçu, au sein des opinions publiques de ces pays comprenant alors que l'entrée dans l'UE n'était pas synonyme d'une prospérité immédiate et que la période de transition serait sans doute longue et difficile. En second lieu, il y a ce qu'il faut bien appeler à présent les conséquences du début de la grande crise de mutation de l'UE, commencée en 2005 avec le coup d'arrêt du double vote négatif (franco-neerlandais) au Traité constitutionnel qui devait encore renforcer la construction d'une structure au minimum confédérale (après la fin des frontières et la monnaie unique). Ce coup d'arrêt, et ce malgré les



tentatives d'adaptations avec le Traité de Lisbonne (décembre 2007) appelé aussi « mini traité européen », a finalement généré à l'Est, avec les problèmes économiques, une vague importante d'euro-scepticisme. Les pays les plus représentatifs de cette autre Europe sont justement parmi les plus importants de ce sommet de Varsovie, à savoir la Pologne avec au pouvoir le parti eurosceptique Droit et Justice de retour au pouvoir depuis 2015, mais aussi la Hongrie d'un Viktor Orban au pouvoir depuis 2010 et dont l'autoritarisme pose de plus en plus de problèmes - la suspension, en mars dernier, de son parti, le FIDESZ, du groupe des Partis populaires européens en vue des élections de mai étant tout à fait significatif de l'ambiance actuelle.

Il ne faut donc pas oublier ce contexte pour évaluer l'importance de ce sommet de Varsovie dont on peut se demander s'il ne symbolise pas une fracture naissante dans l'Union entre les anciens membres fondateurs — surtout la France et l'Allemagne — et les nouveaux, définissant une autre Europe qui en profite ici pour rappeler l'Ouest à une nécessité de retrouver un esprit plus unitaire ?

Même si cela semble paradoxale, n'avons-nous pas été témoin à Varsovie d'une sorte d'ultime avertissement alors qu'aucune relance européenne n'est à l'ordre du jour si ce n'est les

bonnes intentions développées par le Président français Emmanuel Macron, mais qui reste bien seul dans sa zone géographique entre une Italie désormais gouvernée par des populistes eurosceptiques et une Allemagne qui ne bougera plus avant la succession de la chancelière Angela Merkel dont l'issue reste bien incertaine à l'heure actuelle.

Enfin, on ajoutera l'ensemble des différentes crises que l'UE a dû affronter depuis dix ans : crise ukrainienne, crise de l'euro, crise bancaire, crise grecque, crise migratoire puis crise du BREXIT, et celles à venir qui déferlent sur une Union de plus en plus fragilisée. À ce titre n'allons-nous pas, après mai 2019, vers une crise politique cette fois-ci doublée d'une crise institutionnelle européenne avec l'élection du nouveau président de la Commission ?

Il ne nous reste plus à présent qu'à analyser les résultats des élections européennes afin de savoir quelle photographie de l'opinion publique vis-à-vis de l'Europe nous allons avoir. Il est fort à craindre qu'elle soit fortement teintée par l'euro-scepticisme (à titre d'exemple, les européennes de 2014 en France engendrèrent une nette victoire du Front National). Ceci ne veut pas nécessairement dire que ça sera la fin de l'UE pour autant, mais peut être le début d'une nouvelle orientation dans l'évolution future de notre continent ?

Au Japon, les (très) faibles avancées sur l'émancipation des femmes

(Suite de la page 1)

Quant aux femmes qui intègrent la maison impériale par le mariage, elles s'y retrouvent confrontées à un mode de vie oppressant, voire écrasant. Les cas de dépression de l'impératrice Michiko et de la princesse Masako illustrent la perte totale de liberté pour les femmes du palais. Au regard du statut dégradant qu'il leur est attribué, l'absence de femme de la famille impériale à la cérémonie d'investiture de Naruhito n'est pas étonnante. Seule Satsuki Katayama, la ministre chargée de l'égalité femmes-hommes et unique femme du gouvernement, était présente. Une apparition symbolique qui souligne la difficulté qu'éprouve la société japonaise à progresser en matière d'égalité homme-femme.

Pourtant, des mesures ont été prises, au cours des trente dernières années, pour tenter de corriger les inégalités auxquelles les femmes se retrouvent confrontées dans l'accès au marché du travail et aux postes politiques.

En 1985, une loi sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en matière d'emploi est en effet votée. Elle vise à supprimer les différences entre les deux sexes dans l'insertion et la réinsertion sur le marché du travail. La même année, la loi sur les standards du travail est modifiée. Certaines mesures protectrices de la femme sont alors supprimées, dans l'objectif de rompre avec le statut

de « sexe faible » nécessitant une protection particulière. Enfin, en 1999, une loi-cadre sur une société de participation conjointe des hommes et des femmes est votée, espérant responsabiliser les hommes dans le foyer, et les femmes dans la vie professionnelle.

Il ne s'agit donc pas seulement de faciliter l'intégration des femmes sur le marché du travail, mais également de bousculer les mœurs établies, en incitant l'homme à changer ses habitudes. Toutefois, ces mesures semblent avant tout symboliques, tant leur application concrète paraît limitée. Aujourd'hui, par rapport aux trente dernières années, la part des femmes dans les entreprises a certes augmenté, mais c'est avant tout dû à un manque de main-d'œuvre causé par le vieillissement rapide de la population japonaise. Selon le Nikkei Asian Review, 51,3 % des femmes avaient un emploi en 2018. C'est 870 000 femmes de plus qu'en 2017, mais le chiffre demeure faible. Cette même étude montre d'ailleurs que le taux d'emploi continue de chuter drastiquement au niveau de la trentaine, lorsque les femmes quittent leur emploi pour s'occuper de leurs enfants.

Dans le milieu du travail, la maternité est un sujet d'angoisse pour les femmes. Au point qu'un terme, le « matahara », est utilisé pour désigner le « harcèlement maternel » auquel ces dernières sont confrontées en entreprise. Un cinquième voire un quart des futures ou jeunes

mamans en seraient victimes au Japon, encore en 2018. Concrètement, cela se manifeste par des femmes qui annoncent leur grossesse le plus tard possible à leur employeur, ou même d'autres qui abandonnent l'idée de tomber enceinte pour garder leur emploi.

Le sexisme demeure donc prégnant au sein de la société japonaise. De récents scandales sont venus illustrer cela. Ainsi, le célèbre quotidien japonais Yomiuri Shimbun révélait en juillet 2018 les dessous d'un système via lequel l'université de médecine de Tokyo a, depuis 2010, volontairement baissé la note des tests d'entrée des filles candidates, dans le seul but de maintenir un quota maximum de 30 % d'étudiantes.

Le Premier ministre Shinzo Abe, dont un proche est d'ailleurs accusé de viol



dans l'affaire Shiori Ito, avait affirmé en 2016 : « il faut redonner la place aux femmes au travail, il faut qu'elles brillent ». Jusqu'ici, son action semble s'être limitée à la parole. Toutefois, la Chambre des Représentants a adopté le 16 mai 2019 une loi sur la parité politique. Une mesure qui s'avérerait nécessaire, alors que le parlement japonais est actuellement composé de 47 femmes, sur un total de 465 députés (soit environ 10 % de députées).

Quoi qu'il en soit, il reste un grand écart entre l'impact des mesures prises et l'ambition affichée. La faute à un système de reproduction des inégalités dont les Japonais ont du mal à s'extirper. Si la maison impériale semble être l'illustration parfaite de la perpétuation d'une tradition sexiste, elle pourrait prochainement être le lieu d'un débat déterminant au sujet de la place des femmes dans la société. En effet, le nouvel empereur Naruhito et sa femme l'impératrice Masako n'ont eu qu'une fille. La perspective d'un tel débat semble alors inévitable.

Il y a donc des raisons de rester optimiste. Selon Mari Miura, professeure de sciences politiques à la faculté de droit de l'université Sophia, à Tokyo, interrogée par Le Monde, « les femmes sont la clef de l'avenir du Japon. Elles représentent le seul espoir pour parler d'égalité et faire avancer la société ».

* Arthur Didier Deren